

Le module enragé

journal du personnel de Paris VII

OCTOBRE 1975

numéro 7

sommaire

	Pages
Sommaire.....	I
Nos rapports entre nous. (Jean-Claude).....	3-4
Ils se foutent de notre gueule. (Jean-Claude).....	5
Dessins. (Christiane).....	6
Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. (Annie).....	7-10
La raison du plus fort. (Marie-Thérèse).....	11-12
Normes de sécurité, science, magie, magouille. (Rina).....	13-16
Rien ne va plus à la CGT. (Bertrand).....	17
La psychiatrie pour quel monde et pour qui? (Gérard).....	18-21
Tract : Marche contre l'Espagne franquiste. (Comité Jussieu pour l'organisation de la marche).....	22
Petite histoire de la démission d'un directeur de dept....	23-24
Une histoire à mourir debout, ou : pour un fascisme à visage humain. (Annie).....	25-26
Ubu sous la tour. (feuilleton, suite).....	27-30



NOS RAPPORTS ENTRE NOUS

J'ai écrit cet article je suis bloqué j'ai lu des bouquins de psychologie de sexologie etc... je suis toujours mal dans ma peau je n'arrive pas à un peu vivre dans cette merde de société. Etant tout petit j'ai refusé l'école et en général l'autorité et maintenant j'ai envie de vivre et non de survivre bien sur avec mon vécu ma misère sexuelle ça va être dur mais je peux y arriver. Dans cette merde de société où nos rapports sont faussés par le fric ou notre situation sociale où l'on prend les gens pour des objets; je crois pour moi que la révolution c'est dans notre tête qu'il faut la faire. D'abord voir nos contradictions on a tous été élevés dans une société bourgeoise j'ai besoin de vous pour comprendre mes contradictions et peut-être que je pourrai vous aider à résoudre les vôtres. J'ai remarqué que pendant la grève il y avait de l'agressivité entre nous que des personnes sont parties de la grève par rapport déjà aux bureaucrates mais aussi par rapport à nous qui étions agressifs; pourquoi cette agressivité? Par rapport au moment mais aussi à cause de nos problèmes de tous les jours qui ressurgissent quand on se révolte.

Je crois que pour se libérer il faut que nous discussions ouvertement sur nos problèmes personnels, sur la famille, la religion, la sexualité, sur la phallocratie, la timidité, sur l'amour, que ces discussions se fassent calmement que tout le monde s'expriment librement qu'on puisse lui répondre si l'on veut si l'on peut mais surtout sans agressivité que les gens ne mobilisent pas la parole que ça se fasse avec un peu d'amour pour aider l'autre et non pour le démoraliser je crois que si l'on en parle pas de ses problèmes aujourd'hui on n'avancera pas vers le socialisme et l'autogestion; si l'on en s'aime pas si on n'aborde pas nos problèmes personnels ça ne marchera pas. Je veux dire aussi aux bourgeois et aux petits bourgeois que pour moi leur amour leur sexualité c'est de la merde. Messieurs les bourgeois révoltez-vous contre vous mêmes votre propre connerie et vos institutions. J'ai attendu 6 mois avant d'écri-

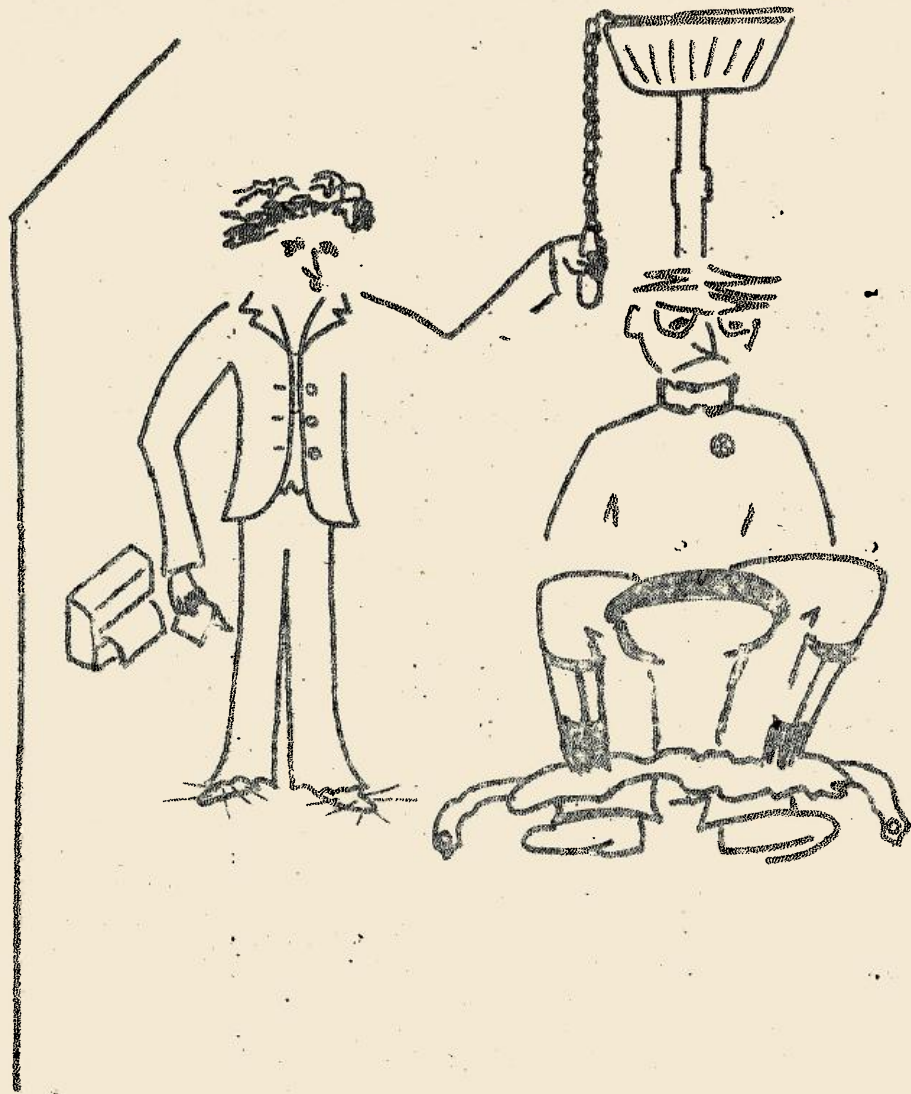
re cet article j'avais peur de votre réaction mais maintenant je n'en peux plus personnellement j'ai besoin de me libérer, ça serait bien que les gens qui sont intéressés on se voit qu'on discute ouvertement. J'ai pensé au départ faire un groupe d'hommes qui veulent se libérer parce que j'avais peur des femmes (ma mère était autoritaire) mais je crois maintenant que ce serait mieux qu'on discute ensemble hommes et femmes. J'ai peut-être dit des conneries mais je veux bien en discuter je ne suis pas têtue.

Jean Claude

ILS SE FOUTENT DE NOTRE GUEULE!

Lundi matin quand je passais à la tour 54, au rez-de-chaussée, je vis des ouvriers qui mettaient des bâches; Quand je leur demandais ce qu'ils faisaient, ils me répondirent qu'ils recouvraient les plafonds en amiante d'un produit à base de benzine. Je vais voir un copain de la CFDT qui me donne le numéro de téléphone d'un chercheur qui s'occupe de l'amiante. Le chercheur vient aussitôt et déclare que le produit à base de benzine additionné à l'amiante donnait un mélange très dangereux. Les ouvriers qui vaporisaient le produit au pistolet n'étaient même pas protégés par un masque. Ils nous dirent que c'était l'architecte de la fac qui leur avait ordonné de faire ces essais. C'est bien de la merde ces gens qui dirigent les deux facs: ils préfèrent enlever les affiches, repeindre les ascenseurs, et créer des jardins extrêmement chers, que de faire retirer l'amiante au rez de chaussée. Ils préfèrent l'apparat à LA SANTE DES TRAVAILLEURS\$! Qu'on crève d'un cancer ils s'en foutent!

Jean Claude



Krief est nommé chef de
cabinet du président



Devèze : et hop ! plus
haut que Carrero...

SI CE N'EST TOI, C'EST DONC TON FRERE (1)

Vendredi 4 juillet, un procès bien ordinaire à la 16ème chambre correctionnelle de Paris.

Comparaissaient deux jeunes gens accusés d'avoir participé le 7 février à l'attentat contre la firme Mercedes-Benz à Paris. Ceux qui avaient revendiqué l'attentat, avaient indiqué qu'en frappant la firme allemande, ils entendaient par là dénoncer les conditions de détention révoltantes infligées aux détenus politiques du groupe Baader-Meinhof, et alerter une opinion qu'on charmait par ailleurs à l'approche de la visite officielle du chancelier allemand. Les accords suaves des retrouvailles franco-germaniques couvrirent le fracas des explosifs, six voitures de prestige retournèrent à leur ferraille initiale, et la presse s'émut de ce nouvel indice d'une montée de la violence ; six voitures de prestige eurent ainsi une prestigieuse oraison funèbre dans la rubrique "montée de la violence", ce qui ne fut pas le cas des centaines de voitures qui s'entrebroyèrent durant le même week-end en régurgitant leur bouillie de chair humaine. Le barème hebdomadaire des morts sur la route n'a rien à voir avec la rubrique "montée de la violence", pas plus du reste que l'évocation des tortures par privation sensorielle pratiquées sur 31 détenus de l'autre côté du Rhin. Il convient de sérier l'information.

Deux jeunes gens donc, emprisonnés depuis cinq mois, et qui nient toute participation à l'attentat. Deux jeunes gens pâles, cernés de policiers, dans le box des accusés : ils se lèvent, s'assoient, se relèvent, se rasseoient, parfois l'un, parfois l'autre, parfois ensemble, dociles aux jeux de scène indiqués par le président. Ils risquent lourd : des mois et des mois de prison, plus le remboursement de la casse chiffrée en millions. Des témoins oculaires ont dit avoir vu une vingtaine de personnes se distribuer des cocktails-molotov et des barres de fer. Pourtant, si ces deux-là, qui affirment n'être pour rien dans cette affaire, sont condamnés, ils paieront pour tous : dans le cadre de la loi anti-casseurs. L'un a été arrêté près du lieu de l'attentat "alors qu'il tentait de fuir en courant", dit le président. Claude M. précise : "je me promenais, j'ai entendu courir derrière moi, je me suis retourné et j'ai vu des gardiens de la paix me courir après ; j'ai pris peur et je me suis mis à courir." Le président s'étonne : "Pourquoi donc avez-vous pris peur au point de vous mettre à courir, lorsque vous avez vu des gardiens de la paix courir derrière vous ? Quand on n'a rien à se reprocher, il n'y a pas de raison de prendre peur." Stupéfaction dans le public des copains qui visiblement n'ont pas la même estimation du danger représenté par des "gardiens de la paix" courant derrière vous. On sent bien que si le président reproche à l'accusé de s'être mis à courir, beaucoup dans le public regrettent pour lui qu'il n'ait pas couru plus vite : il ne serait pas là. De toute façon, la présence de l'accusé près des lieux de l'attentat est éminemment suspecte au président : "Comment expliquez-vous que, travaillant dans le Vè arrondissement et habitant dans le XXè, vous vous soyez alors trouvé dans le XVIIè ?" Effectivement, c'est louche. Qu'un jeune homme prétende s'être promené dans le XVIIè arrondissement un vendredi soir après son travail, alors que

...

son domicile fixe est dans le XXè et son lieu de travail dans le Vè, voilà qui dénote un goût effréné pour l'exotisme, et l'on conçoit bien comment une telle originalité dans les itinéraires peut être associée à toutes sortes d'anomalies du comportement. Pour le procureur, la cause est entendue : ils sont coupables. Il n'a pas de question à leur poser, sauf une : "Que pensez-vous de ce genre d'actions ? Les approuvez-vous, ou les désapprouvez-vous ?" Le public se cabre, bouche cousue (les policiers à l'entrée ont prévenu : "Vous êtes tolérés à condition qu'on ne vous entende pas"). Qu'est-ce que ça vient faire dans l'accusation ? Qu'est-ce que l'opinion des accusés est censée apporter comme preuve de leur participation ou non-participation à l'attentat ? Et si quelqu'un du public, quelqu'un encore libre, s'était levé en disant : "Oui, j'approuve", est-ce que subitement cette personne aurait été debout dans le box, flanquée de policiers, à fouiller fébrilement son emploi du temps en date du 7 février pour en extraire un alibi un peu plus roboratif qu'un aveu de promenade ?

Personne ne s'y est risqué. On imagine que, s'il y avait encore une charnière, une transition, une frange du langage où les références idéologiques coïncident encore, quelqu'un aurait pu lui répondre : "Quitte à parler de la pluie et du beau temps, que pensez-vous, Monsieur le Procureur, des tortures par privations sensorielles ? Les approuvez-vous ou les désapprouvez-vous ?" Mais la rupture est totale, les accusés se cramponnent aux faits, les vieillards en robe noire mâchonnent des phrases liturgiques et font mine d'interroger, confits en évidence. Les noms des accusés sonnent comme des matricules. Un cauchemar feutré, un choc de valeurs implicites amorti par le rituel et la menace unilatérale : seuls les jeunes gens sont pâles, qui risquent leur liberté pour être suspects de ne pas nourrir une claire réprobation à l'encontre des massacreurs de voitures. Le procureur, lui, défend ses bagnoles, la morale du tiroir-caisse, la déontologie de l'épicerie, il est payé pour ça, il invoque son employeur : il se réclame de la Société qu'il représente... "et, je crois pouvoir le dire, de la majorité de cette Société". Tout à l'heure, il a fait condamner à la prison avec sursis une femme qui avait enfilé des chaussures aux pieds de sa fillette et était partie sans payer. La société Carrefour est vengée. A présent, c'est Mercédès qui crie vengeance. On trouvera bien pour l'apaiser quelques jeunes gens à emmurer vivants, ces deux-là par exemple, et pour l'exemple. Ils paieront pour les autres. Quelle importance ? Ceux-là ou d'autres, qui leur ressemblent fraternellement à ne pas hurler avec les loups, et à s'abstenir d'abonder dans le scandale du procureur et de sa majorité. Les témoins oculaires qui, avec une égale vivacité, ont identifié la tête de l'un et la voiture de l'autre, étaient absents. Le tribunal a estimé que cette absence contrariait la manifestation de la vérité : le procès est reporté. Espérons que les témoins oculaires passent d'agréables vacances, et que le beau temps est de la partie. Bonnes vacances aussi au président de l'université Paris VI, Herpin, qui, en modeste contribution à l'oeuvre de justice, a transmis à la police le numéro d'immatriculation de la voiture ayant servi au transport des explosifs. Deux dénonciations valent mieux qu'une : le propriétaire de la voiture est sous les verrous, car on doit rester maître du contrôle de son véhicule, c'est bien connu, y compris quand il vous a été volé, comme l'affirme l'accusé. Herpin bronze dans la tour de Jussieu, tandis que dans la fraîcheur carcérale, les accusés entament leur sixième mois de détention préventive pour des faits qu'ils nient. Les vieillards ne sont pas pressés.

...

Tout à coup, les deux accusés disparaissent, escamotés derrière une porte, repartis vers les couloirs et les serrures. Un autre jeune homme est dans le box : même pâleur, même voix d'inquétude, livré aux vieillards sentencieux ; celui-là se drogue, il a anti-daté ses ordonnances médicales, il a déjà été condamné à six mois fermes et dix-huit avec sursis, il a récidivé. La justice officie.

Lecanuet dit : "Les temps veulent que la force devienne la première vertu de la justice." Justice, tigre en papier, Kraft, domestiquée pour la protection des choses et contre la vie des gens, servile à l'instant : les temps veulent que les tarifs soient réajustés, les dettes envers la Société sont indexées sur le prix du beefsteack, on stocke en préventive en attendant le relèvement des cours, est-ce que les juges qui tardent à répercuter l'augmentation du coût de la liberté reçoivent des notes de service? Justice qui croule sous sa propre dérision, n'en finit pas de tomber en désuétude, personne n'y croit, pas plus les cafetiers qui s'arment en milices, que les jeunes gens qui apprennent à courir vite, plus vite. Personne n'y croit, chacun la craint et tremble de jamais tomber dans le champ de son bras mécanique, car on sait, on sait bien qu'il lui faut sa ration de prévenus pour qu'elle continue à se rassasier du spectacle de sa propre liturgie, empêtrée dans ses oripeaux périmés, une balance trafiquée dans la manche et agitant les phrases inertes du catéchisme pénal. Malheur à qui se trouve désigné pour la figuration, malheur à celui qui court moins vite que les policiers rabatteurs, qui parle moins bien que les vieillards loquaces, malheur à qui s'invente des chemins buissonniers entre domicile et travail, le plus court trajet est celui que couvre l'assurance, métro-boulot-dodo, au-delà c'est l'aventure, il faut s'en expliquer, rendre compte des chemins de traverses qui ne figurent pas au fichier central, conserver ses factures, ses attestations, ses quittances, ses tickets de métro, ses déclarations d'impôts, ses bulletins de salaire, archiver, archiver ; l'honnête citoyen peut à tout instant justifier sa vie, papier-preuve en main les autres, les insouciantes qui vont sans archives par des voies non-répertoriées, prennent tous les risques, suspects en liberté provisoire. Pierre Goldman n'a pas pu prouver son innocence : il est en prison à vie. Le spectacle continue, où le public est toléré à condition qu'on ne l'entende pas.

Annie DEQUEKER

P.S - Les conditions propices à la manifestation de la vérité ayant entre-temps été réunies, le verdict est tombé : coupables. Les accusés ont été condamnés à dix-huit et quinze mois de prison, dont huit avec sursis, et devront verser à la société Mercédès la modique somme de 20 millions d'anciens francs. Les deux jeunes gens étant l'un et l'autre agents public (aux P.et T., et à l'université Paris VII) perdront sans doute leur emploi du fait de leur condamnation. Les mesures d'étranglement économique assorties d'un casier judiciaire visent vraisemblablement à réconcilier les condamnés avec une société qui "ne les rejette pas", dicit le procureur, bien qu'on ait découvert chez eux "de la littérature marxiste et une affiche sur la Palestine" (ces détails inquiétants sont explicitement mentionnés dans le rapport de police). Le procureur, cette fois au nom de la "quasi-unanimité", s'est propulsé dans le temps et dans l'espace

...

avec étapes à Beyrouth et dans les repaires du complot international, passant par la montée d'Hitler au pouvoir, et rebondissant sur les gens qui en viennent à tuer des policiers désarmés, pour réclamer en conclusion que "SATISFACTION SOIT DONNÉE A L'OPINION". C'est chose faite.

(1) publié dans les Temps modernes n° 349-350 d'août-septembre 1975.

Post scriptum

Jusqu'ici Claude Martineau n'a pas retrouvé son poste à l'université. Il n'a pas, non plus, trouvé un emploi hors de l'université.

Signalons qu'un autre agent de l'université, employé au service de l'intendance, libéré de prison cet été, n'a pas non plus été repris à Paris 7.

Et c'est pourtant la mode dans les palabres officielles de parler de la "réinsertion des anciens détenus".

Rirette

LA RAISON DU PLUS FORT ...

Au tempsoù l'homme vêtu de peaux de bêtes trainait virilement la femelle élue par les cheveux, c'était bien sur celui qui avait les plus gros biceps qui était le chef, bien nourri et bien pourvu de femmes. C'était, pour ainsi dire, une société fondée sur la force brute.

Une société fondée sur la force brute, c'est répugnant, arbitraire, irrationnel. Nous en sommes, pratiquement, tous bien d'accord.

Les temps ont changé, les sociétés ont évolué. Il y a eu des petits malins qui ont réussi à remplacer la force par la ruse : piquer le nonosse du voisin pendant qu'il dormait ou faire tomber le mammoth dans une trappe. C'était en quelque sorte les débuts de l'intelligence. Mais dans l'ensemble tout de même, lorsque 2 hordes se battaient, c'étaient généralement les plus forts qui l'emportaient. Evidemment les petits malingres pouvaient parfois appartenir à la tribu des vainqueurs et y survivre bien mieux que les malabars de la tribu adverse et battue.

Les gros bras ont bien entendu voulu léguer leur pouvoir et leurs avantages à leurs fils. Bref, la force étant du côté des chefs -ou les chefs du côté de la force ?- il s'est établie la SOCIETE bien hiérarchisée dans laquelle le pouvoir appartenait aux rejetons des chefs.

Comme nous venons de le dire, une société fondée sur les seuls hasards de naissance -être doué d'une grande force physique ou être le fils du colosse- c'est arbitraire, c'est irrationnel ; pas juste quoi.

Bien loin de nous l'idée de faire ici la critique de notre société (occidentale hic et nunc) démocratique dans laquelle chaque citoyen a dans sa besace (école laïque et obligatoire son baton de maréchal. Grace au 2 ou 3% de self made men/génération (toujours les petits malins et les veinards) le mythe persiste : celui qui veut s'en tirer s'en tire toujours comme dit mon concierge qui ne s'en est pas tellement bien tiré.

Mais heureusement, fortunés que nous sommes, il y a la CITE SCIENTIFIQUE fondée elle non plus sur des accidents de naissance mais sur la valeur (même nombre de lettres que mérité) ; une société enfin juste et rationnelle.

Les membres à part entière de la dite cité, spartiates cela va de soi (nous n'alludons nullement aux ilôtes-une lettre de plus que pour "module") eux sont travailleurs, sobres et intelligents. (Pur hasard si ce spartiate est plus souvent un homme qu'une femme et produit d'une classe qui ne va pas en loques... Ta gueule jeune homme, si tu es un self made man, retournes sur la case de départ.)

Non, il est travailleur, le spartiate, intelligent ; il a le goût des problèmes et la capacité de les résoudre ou de les faire résoudre. Non, il n'est pas né comme ça : il l'est devenu par sa seule volonté et ses belles qualités morales. (On a oublié de me dire où et comment il les avait acquises celles-ci).

Et comme toute société doit être hiérarchisée, sinon c'est bien connu les 2/3 des gens, spartiates inclus n'en foutraient pas une rame (à côté des nobles intellectuels qui bossent dur pour la gloire, un meilleur monde et le fric, voici que la porte s'ouvre aux petits malins et aux gros durs) il est donc juste et égalitaire que l'intellectuel membre à part entière de la cité scientifique ait un plus gros biftek que la femme de ménage qui ramassera ses mégots. C'est vrai que d'aucuns reconnaissent qu'il y a injustice, que certaines femmes de ménage pourraient faire partie des spartiates plutôt que des ilôtes... il faudrait donc selon les religions politiques réformer la société ou la révolutionner pour que le biftek soit proportionnel au frois intellect.

Voici donc enfin une société qui n'est -ne serait- plus fondée sur les hasards de naissance , en un mot une société JUSTE, car t'l va de soi que les débilards, les débiles, les malingres pas très malins, les caractériels, les à-problèmes, les incompris, les étouffés, les malorientés, les timides, les maladroits, les pas lécheurs, bref les rebuts, n'ont pas les mêmes besoins que les autres . L' argent ne fait pas le bonheur. (Dicton tombé de la bouche du riche dans le portefeuille du pauvre.)

Autrefois la religion faisait accepter les inégalités de la vie. Remplaçons la par le respect de la science et le tour d'sera joué, les inégalités devenues acceptables seront acceptés.

Certains m'ont dit cyniquement que comme les hommes ne naissent pas égaux, que c'est un fait qu'il faut bien admettre, il est obligatoire qu'il y ait hiérarchie, de salaires et de satisfaction en particulier. Raffinements d'hypocrites .

Eh bien , à tout prendre, comme je ne crois pas à la belle théorie de la hiérarchie nécessaire (on monte dans la hiérarchie jusqu' à atteindre son niveau d'incompétence est-ce le principe de Peter, j'ai oublié) , comme l'intelligence comme tout le reste est une question de chance (naissance, éducation aléas divers)

que la société soit fondée sur

la force brute

le rang des parents

la couleur du poil

ou de la peau

l'abondance de la tignasse

ou sa pénurie,

les capacités sexuelles

ou athlétiques

l'intelligence ou l'arrivisme

pour moi c'est du pareil au même.

A tout prendre, une société fondée sur la beauté ne serait-elle pas plus agréable à contempler et plus juste aussi, puisqu'on dit que tous les goûts sont dans la nature ??

Marie-Thérèse

PETITES ANNONCES

1. Vend' radiateur à gaz 300 F "Radiavecteurs Chappée " n° 2748 pour chauffer jusqu'à 150 m3. Bon état.

2. DONNE piano construit vers 1850, à restaurer (cadre bois décollé etc.)

tél: Michel chez Annie 45-35-57

AVIS DE RECHERCHE

Forte récompense à qui rapportera un cafard de toute beauté que j'avais confié à Rirette au mois d'août, et qu'elle a fort mal soigné puisqu'il a fugué. Il doit errer au 5ème étage, 24-34. Imposeurs s'abstenir. Le rapporter au siège du "Module". Annie.

NORMES DE SECURITE, SCIENCE, MAGIE, MAGOUILLE.

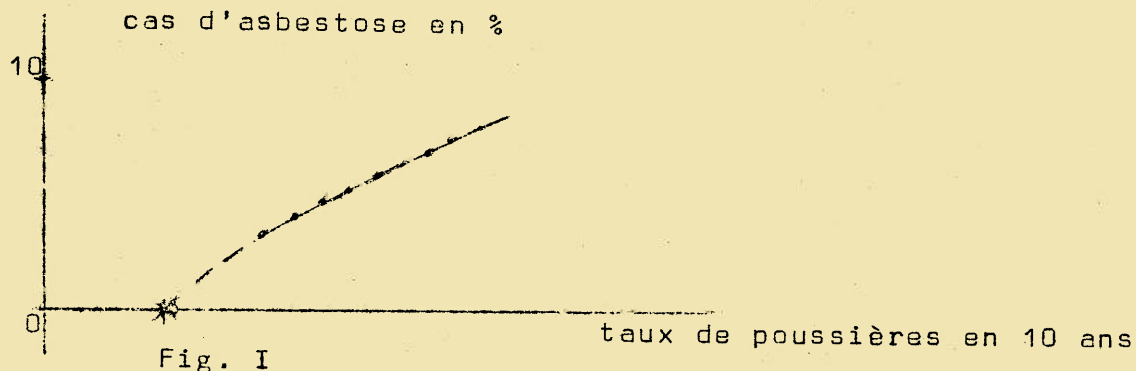
On nous dit : "à moins de, disons 100 ng/m³ d'amiante dans l'air, il n'y a pas de danger". Un chiffre précis comme ça, c'est rassurant, ça donne un point fixe, une référence. Un nombre a toujours un côté magique surtout quand on ne sait pas comment il a été obtenu. Et ce côté magique est largement utilisé pour fermer leur gueule aux éventuels contestataires. Alors si on essayait de comprendre d'où elles sortent ces normes de sécurité, comment on les obtient, et donc, ce qu'elles valent ?

Il y a plusieurs cas. Le cas "idéal" est celui où suffisamment d'hommes ont crevé dans des conditions suffisamment précises pour qu'on puisse faire des statistiques directes. Ce cas est celui de l'amiante pour un de ses effets "l'asbestose". Mais même alors ce n'est pas simple, parce que jamais la maladie n'apparaît tout de suite après l'exposition. On fera donc les relevés suivants - par exemple -

Après 10 ans d'exposition à X poussières au m³ sur 100 personnes, on observe mettons 10 cas d'asbestose.

Après 10 ans d'exposition à 2 fois moins de poussière, on observe encore 9 cas sur 100 ; après 10 ans d'exposition à 4 fois moins de poussières etc...

Si on obtenait une courbe comme celle de la figure 1, on pourrait, en prolongeant la courbe par le dessin, arriver à un taux de poussières en dessous duquel il n'y aurait aucun cas d'asbestose. Ce serait la norme de sécurité pour un maximum de 10 années d'exposition.



Malheureusement les choses sont beaucoup plus complexes. D'abord parce que les gens sont différents et n'ont pas tous la même sensibilité à une agression donnée (les différences dans certains cas peuvent même être énormes) ; ensuite parce qu'il est impossible d'avoir une mesure précise et exacte d'un taux de poussière pendant dix ans, c'est évident ; et puis il y a d'autres facteurs qui peuvent jouer un rôle : le tabac, l'humidité, la température, que sais-je ? Et puis pourquoi 10 ans et pas 5 ou 20 ?

...

Bref, il faut déjà faire très attention dans la sélection des données de départ, sinon on risque, faisant des calculs exacts sur des données incomplètes ou faussées, d'obtenir des résultats idiots ou malhonnêtes. On a vu le cas, par exemple, avec la pilule où presque simultanément, deux équipes avaient prétendu, l'une que la pilule augmentait, l'autre qu'elle diminuait, le taux de cancer de l'utérus. Dans les deux cas l'erreur, non de calcul mais de sélection des données, était grossière. En reprenant des données correctes, on a abouti au résultat, non démenti depuis, que la pilule n'avait aucun effet, ni en bien, ni en mal, sur le cancer.

Mais il faut insister sur ce fait que dès le départ il y a des erreurs possibles, dans un sens ou dans l'autre ; et que les médecins, en France en tout cas sont mal préparés (je suis gentille!) à ce genre de travail. Se méfier donc d'une statistique qu'on assène sans expliquer comment elle a été faite, quelles précautions ont été prises pour éliminer les sources d'erreur systématiques.

Il reste quand même les incertitudes des mesures, inévitables celles-là, qu'on a discutées plus haut ; le résultat en est qu'au lieu d'une belle courbe comme celle de la figure I on obtient un nuage de points



Fig. II

Qu'est-ce qu'on peut faire de ça ? Eh bien les statistiques permettent de calculer une courbe moyenne, dont la précision, calculable, sera d'autant meilleure que les points seront plus groupés et en plus grand nombre. Mais cette courbe, scientifique, de précision connue etc... reste une courbe moyenne. Or il ne s'agit pas de protéger la "moyenne" des gens, mais le plus grand nombre possible +. Alors à quoi ça sert ce genre de courbe ?

Leur utilisation principale est de permettre à tout ce qui ressemble à une compagnie d'assurance, de calculer un risque et de fixer une prime en conséquence. (Leur prospérité devient ainsi une preuve matérielle de la validité des calculs statistiques). Cela permet aussi aux industries de prévoir dans le coût de la main d'oeuvre les frais relatifs aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Bref tant qu'on ramène tout au fric les courbes moyennes sont très utiles. Quand on s'intéresse aux individus, à leur santé et à leur vie, il faut prendre une marge de sécurité par rapport à la moyenne. C'est là que commencent

...

+ Il est scientifiquement impossible d'être certain de protéger 100% des gens - ce que certains écologistes oublient parfois.

l'arbitraire, le marchandage et l'escroquerie. Il est évident que les industries utilisant le produit toxique concerné (ici l'amiante) ont intérêt à ce que les normes ne soient pas trop strictes, parce que les protections coûtent cher et font baisser les profits. Inversement les ouvriers cherchent, soit directement - le plus efficace - soit en s'en remettant à leurs "représentants, syndicaux ou autres, à obtenir la meilleure protection possible. Au milieu, l'Etat, gestionnaire de la société capitaliste dans son ensemble, se trouve avoir des positions contradictoires : d'un côté la formation des ouvriers dans les pays occidentaux coûte cher ; on ne peut pas les tuer au travail, inconsidérément, avant qu'ils aient suffisamment rapporté. (Evidemment si on utilise de la main d'oeuvre immigrée qui n'a pas coûté grand-chose à former, on sera beaucoup moins regardant. C'est ainsi que Péchiney a pu faire travailler des Nords Africains sur l'oxyde de beryllium, dans une atmosphère de poussière absolument dantesque, en renvoyant les gars chez eux au bout de 6 mois ; ils tombaient malades et crevaient 5 ans plus tard, dans leur bled, ni vu ni connu, pas de statistiques, et ceci se passait il y a 20 ou 30 ans).

L'Etat donc, dans la mesure où il doit financer la formation et une partie au moins des soins, que ce soit par les impôts ou la sécurité sociale, ne peut pas laisser une industrie donnée, gaspiller par trop le potentiel de force de travail. Il ne laissera pas non plus étrangler une industrie avec des impératifs de sécurité trop stricts, c'est évident. Il aura donc une position moyenne et "arbitrera" en tenant compte du rapport de force existant entre les exigences des industriels d'une part et la combattivité des travailleurs d'autre part.

Et voilà pourquoi les normes varient d'un pays à l'autre. Plus les gens concernés sont combattifs (que ce soit les ouvriers dans une industrie, ou l'ensemble de la population, concernée par une pollution quelconque) plus les normes sont basses - et respectées...

Une histoire comme celle de Minamata, au Japon, est impensable à la même échelle, sur le territoire des Etats-Unis : au 1er cas d'intoxication mercurielle reconnue, l'usine aurait été arrêtée pour enquête et ça n'aurait pas traîné ! Si ça se trouve l'état anormal des poissons aurait donné l'alarme avant même les accidents humains. (Ce qui ne veut pas dire que les Etats-Unis ne soient pas capable de polluer dangereusement - mais ailleurs.)

Si donc, en général, les normes sont plus basses aux Etats-Unis qu'en Europe, c'est, contrairement à une opinion trop répandue, parce que les ouvriers américains sont, sur le chapitre "sécurité des conditions de travail" plus combattifs que ceux d'Europe. Et s'il y a davantage de statistiques publiées sur les maladies professionnelles aux Etats-Unis également, c'est que le nombre de ceux qui exigent d'être informés est plus grand qu'ici. Un mot encore sur les statistiques et leurs déficiences. On a dit plus haut que la sensibilité des gens à une agression donnée est extrêmement variable, et on ne sait pas très bien ce qui conditionne la sensibilité à telle ou telle agression. Mais l'amiante touchant les poumons, on supposera évidemment que les asthmatiques les allergiques, les bronchiteux, les ex-tubards, risquent d'être plus sensibles que d'autres. Supposition tellement évidente, que jamais on n'embauchera pour travailler sur l'amiante un ouvrier

atteint de ce genre d'ennui. Il sera éliminé à la visite médicale. C'est tout à fait normal. Mais cela signifie qu'il n'existe pas de statistiques sur les individus probablement les plus fragiles. Or à Jussieu, et pour le travail de bureau en général, on n'élimine pas (encore heureux !) les gens qui ont ou ont eu des ennuis pulmonaires. Leur protection exige donc des normes plus strictes que celles qui sont admises pour des individus supposés plus résistants.

Enfin, depuis que la notion de dose maximum existe, on voit ces doses maximales recommandées laisser au cours des ans, parce qu'on s'aperçoit, en multipliant les observations, en affinant les calculs, que les doses précédemment admises sont encore dangereuses. Pour l'amiante ça n'est que tout récemment qu'on s'est aperçu de la nocivité des doses faibles, parce qu'avant, sur les doses fortes, les gens crevaient avant même qu'un cancer ait pu se développer.

Si maintenant on quitte l'amiante pour parler d'autres formes de pollution, plus récentes ou plus récemment remarquées, telles enfin qu'on n'ait pas accumulé suffisamment de cadavres pour rendre les statistiques directes utilisables, comment fait-on pour établir les normes ? Quand on est sérieux, par des expériences sur des animaux de laboratoire : rats, cobayes, lapins etc... C'est utile, mais il faut être très prudents dans l'extrapolation des résultats. Quand on n'est pas sérieux, enfin, on procède par analogie : tel corps étant chimiquement voisin de tel autre, doit avoir une toxicité à peu près équivalente. Comme méthode d'évaluation c'est quand même meilleur que de jouer à pile ou face, mais on sait aujourd'hui que de très faibles variations de la formule chimique entraînent quelquefois des variations énormes des propriétés biologiques - dans les 2 sens remarquez ! Un corps peut se révéler beaucoup moins toxique qu'on ne s'y attendait, mais hélas ça ne compense pas l'effet de la situation inverse.

Moralité : moins les effets d'un produit sont connus et plus il faut être prudent, et ne pas se laisser impressionner par les normes officielles. Si vous êtes concernés par une pollution quelconque renseignez-vous. Cela prend du temps, mais ce n'est du temps perdu ni pour vous ni pour les autres. Savoir de quoi il retourne est encore la seule méthode qu'on ait trouvée pour ne pas s'en laisser conter.

Et le savoir à plusieurs, permet en plus de se défendre.

P.S - Ce texte a été écrit avant que l'Intersyndicale ne sorte ses deux brochures sur l'amiante. Du bon boulot. J'y ai appris beaucoup de choses, et je ne crains pas de faire de la publicité. Il faudrait tout de même essayer de voir s'il n'y a pas moyen, par mesure optique, et quelques corrélations avec la microscopie électronique, de suivre la dégradation des locaux soi-même, fût-ce d'une manière grossière, mais au moins fréquente et systématique, sans avoir à quémander des analyses extérieures. Avoir, à réfléchir et sûrement à suivre...

Le puissant syndicat ne participe plus aux commissions administratives paritaires. Commission qui était pourtant considéré par elle comme le lieu privilégié de défense du personnel (elle nous a assez fait chier avec ça pendant les grèves)

Sagit-il d'une nouvelle ligne gauchiste-aventuriste prise par ce syndicat ou d'un je-m'en-foutisme prolongeant les vacances?

Seuls les prochains jours nous l'apprendront. Toujours est-il que le vendredi 19 sept., jour ou une administrative travaillant dans une UER médicale devait être soit embauchée définitivement, soit avoir son stage renouvelé comme le demandait son patron, la classe-ouvrière-en-marche était absente.

Peut-être n'avait-elle pas été prévenue direz-vous? Nullement: d'une part, l'administration avait du envoyer une convocation et de toutes façons 2 délégués de la C.F.D.T l'avait contactée en vue d'adopter une tactique commune.

Le quorum n'étant pas atteint, la CAP n'a pu avoir lieu. Melle V... devra attendre qu'une nouvelle CAP soit convoquée pour connaître son sort. Ce qui dans une UER médicale est une situation particulièrement inconfortable.

Bertrand

PS: On vient de me glisser à l'oreille que si Duteil ne s'est pas rendu à cette CAP, c'est parceque maintenant il est retourné à la base et au travail !

PAR DEVANT , PAR DERRIERE ON EST TOUJOURS EXPLOITE

Assoiffé par la chaleur régnant dans les bureaux, je me précipite l'autre jour à la cafétéria de la tour centrale et demande un jus d'abricot. On me donne une toute petite bouteille et on me fait payer 1,70 F. Je demande un verre, on me dit d'attendre, ce que j'exécute. Quelques minutes plus tard je redemande un verre. Cette fois on me dit que ce n'est pas possible. J'insiste, on me fait passer alors 10 centimes de plus. Voyant ma réprobation le type est devenu très injurieux. C'est à partir de ce moment là que j'ai pensé qu'on devrait faire quel que chose. Car faire payer le jus de fruit 14 F le litre (1,70 pour 12 cl), être obligé de boire à la bouteille et se faire injurier, y a de l'abus. Il est incroyable qu'une société privée se fasse du fric comme ça sur dos des étudiants et du personnel. L'administration aurait pu faire une cafétéria gérée par le CROUS (dont les prix sont quand même moins chers) ou directement par la fac, comme la cafétéria de L4IBM. Il y en a qui on du se sucrer en passant par là ou alors, il faudrait nous expliquer pourquoi on a pas choisi d'autres solutions.

LA PSYCHIATRIE POUR QUEL MONDE ET POUR QUI?

Il y a un an le cas Boudot commençait à sortir de l'ombre dans laquelle Belot et toute l'administration voulait le plonger pour les motifs que l'on sait.

Bref, ceci a été le moteur d'une grève derrière laquelle toute une série de personnel sous titré et sous payé s'est mis en grève, et aussi contre cette administration non contrôlée et très étatique.

Après quelques semaines un comité de grève était formé dans lequel tous les syndicats étaient représentés, mais aussi toutes les catégories de personnel, ce qui ne plaisait pas ni aux syndicats, ni à l'administration qui aurait préféré négocier directement avec les syndicats. Il n'y a qu'à se souvenir des lettres de Duteil adressées directement à Alliot sans avis du comité de grève ou des grévistes ou inversement, ce qui faisait très mal à la solidarité de cette grève. Et sur des motifs très clairs au départ, la division se faisait plus grande de jour en jour, et certaines personnes devant cet état de fait en venaient à reprendre le travail, d'autres dont je faisais partie ont essayé de s'en sortir et de réunion en réunion qui n'en finissaient pas, ce qui était très éprouvant pour nos nerfs nous avons fini par décider d'occuper ou plutôt d'aller négocier en masse mais sans résultat.

Cette grève devenant de plus en plus ouvertement magouillée et ceci allié à d'autres problèmes j'ai fini par faire une dépression; je me suis retrouvé du côté du Bourget en pleine nuit à divaguer totalement. Le matin, dans un troquet, j'ai demandé un café; le patron m'a regardé puis je suis reparti faire un tour et en revenant devant ce même troquet je me suis retrouvé nez à nez avec trois gendarmes qui m'ont amené à l'hôpital de Gonesse, puis de là, après de vaines discussions dans lesquelles ils voulaient que je dise que j'étais malade, alors que je disais tout le contraire, notamment que je ne m'étais jamais senti aussi bien, ce qui était vrai car ceci m'avait fait énormément de bien de quitter ce ghetto de fac.

Ils ont essayé de me faire une piqure, je n'ai pas voulu, de me faire avaler des comprimés, j'ai refusé aussi et après quelques maintes discussions, ils ont décidé de me transporter à l'hôpital d'Argenteuil, là où habitent mes parents.

Là je vous passe le témoignage d'un copain qui va vous dire ce qui s'est passé pour sons cas:

" A la suite de problèmes familiaux et pécuniers, j'étais devenu dépressif et j'ai absorbé plusieurs doses de stupéfiants. A la suite de ça je me suis retrouvé à l'hôpital psychiatrique d'Argenteuil où ils m'ont imposé une piqure calmante; après cette piqure ils m'on laissé ainsi sans d'autres soins pendant 2 mois. La nourriture n'était pas de premier choix, mais faube de mieux nous l'avalions quand même. Nous avions notamment à coté de nous des mongoliens qui nous rendaient plus malades que nous n'étions, et c'est ainsi qu'au bout de deux mois ils me relachèrent sans d'autres soins que cette fameuse piqure.

Maintenant je suis sans situation et sans foyer en train d'errer à la recherche d'un logement et d'un emploi, car après les quelques mois passés dehors, un jour j'ai rencontré Gérard qui m'a hébergé."

Voilà, je n'ai rien à ajouter si ce n'est qu'à confirmer ce qu'il a dit c'est tellement vrai que je n'ai pas pu tenir le coup plus d'une semaine. à la suite de quoi je suis allé chez mes parents. De là j'ai discuté avec mon médecin qui m'a conseillé une maison de repos, il n'y en a pas beaucoup en France. j'ai choisi la clinique Stelle qui veut dire clinique étoile, eh bien parlons de cette clinique étoile. D'abord; on vous donne un prospectus en arriveant là-bas; tout est décidé pour vous, on sait ce qui vous rend malade et comment il faut vous guérir.

Ce qui n'est pas dit sur le prospectus: les horaires. On vous oblige à vous lever le matin à 7 heures, mais li y a auparavant un premier réveil à 6h15 pour l'absorption des drogues, et si vous ne voulez pas les prendre un médecin vient discuter avec vous d'une façon paternaliste et moralisante. Si cette discussion s'avere inefficace, et si vous êtes convaincu de votre bon droit, alors c'est la piqure.

Après la piqure relaxation obligatoire. Comment peut-on se relaxer lorsque celle-ci est imposée de façon arbitraire. Puis petite promenade dans le parc si vous le désirez. Ensuite, possibilité d'aller à la cafétéria pour les plus fortunés. Repas à midi, on ferme la cafétéria et on la rouvre à la fin du repas. Là c'est la précipitation sur le comptoir et sur les sièges, car il y a un siège pour dix, ce qui a occasionné quelques incidents entre clients de cette clinique

Après nouvelle promenade dans le parc, ou alors sieste et l'on veint de nouveau vous imposer le sport. Quelle détente! ...

Puis c'est la douche, le repas survient à 19 heures et si jamais vous êtes absent au repas, car vous n'avez pas envie de manger et c'est compréhensible, des hauts parleurs et interphones viennent vous le rappeler. Alors bon appétit! Et ainsi de suite pendant quinze jours au bout desquels mes nerfs ont craqué, alors ce fut la cure de sommeil. J'ai été enfermé dans ma chambre ainsi pendant quinze jours sans pouvoir sortir, sans courrier sans contact extérieur, complètement aliéné par les comprimés. J'en avais à 20 à 25 à prendre par jour. On ne vous réveille que pour prendre le repas, je ne mangeais presque pas. J'ai demandé plusieurs fois à ce que l'on m'ouvre les volets pour voir la lumière. Refus total! sous prétexte que ceci était contre-indiqué pour la cure de sommeil.

Finalement après 15 jour de ce traitement on a consenti à me laisser sortir dans le couloir et uniquement dans le couloir. J'avais tellement été éprouvé par cette cure de sommeil forcé, que je marchais difficilement. Une fois j'ai essayé d'aller prendre mon repas avec les autres, on m'a ramené de force dans ma chambre. Après un semaine comme celle-ci, j'ai pu sortir et l'on a enfin consenti à me donner mon courrier. Puis j'ai demandé à partir là aussi on m'a refusé ce droit, alors j'ai voulu signer ma décharge mais l'on m'a fait croire que si je signais celle-ci je perdais tous mes droits sociaux. J'ai même connu une personne qui voulait la signer et partir: on lui a refusé en arguant que le médecin voulait lui parler. Ils se sont entretenus, cela n'a rien donné, alors il est allé au secrétariat, là on lui a dit que ses papiers n'étaient pas prêts. On l'a fait attendre ainsi pendant 2 jours en arguant que ses papiers n'étaient toujours pas remplis. Finalement, il est parti de la clinique sans rien signer et sans ordonnance. Qui est responsable????

De là j'ai continué dans cette prison psychologique où l'on me refusait refusait toujours le droit de partir, mais j'avais passé le délai de quinze jours et j'avais quand même le droit de sortir le samedi et le dimanche. Les autres jours on était obligé de subir les activités qui étaient toujours les mêmes à la même heure. Il nous arrivait quand même de faire le mur, ceci peut bien se passer, mais si l'on s'aperçoit de votre disparition, des hauts parleurs se mettent en branle pour vous rappeler à l'ordre, et si vous continuez votre chemin le médecin ou un surveillant vient vous chercher en voiture pour vous ramener. Une fois on était sorti un samedi après midi et un de mes copains était revenu un peu bourré, parce qu'il avait besoin d'oublier pas mal de choses. Pour tout soin, en arrivant à la clinique, on l'a enfermé dans la "chambre forte" avec une piqure calmante.

Les jours passèrent, ils furent très longs car l'on remettait toujours mon départ de 15 jours en 15 jours. Puis un jour les prix de la cafétéria augmentèrent d'un seul coup. Ceci fut très pénible pour nous, car c'était un de nos seuls moyens d'évasion. Mécontentement général, à la suite de quoi nous décidâmes d'occuper la cafétéria après l'heure de la fermeture. Ce qui fut fait, mais les médecins et une partie des infirmières s'opposèrent à nous et malgré leurs armes dissuasives, personne ne bougea. Une liste de revendications fut établie et l'on demanda à voir le directeur. Il ne vint que lorsqu'il vit que nous étions fermement décidés. Je lui remis la liste, il la lut et me pria de le suivre dans son bureau. Je refusai et nous exigeons tous dans un premier temps que les prix redeviennent ce qu'ils étaient. Là il y eut un refus de sa part de nous donner une réponse, il nous dit qu'il ne pouvait discuter avec nous tous, et je fus de nouveau prié de le suivre dans son bureau, ce que je fis avec l'accord des autres. Là il prit de mes nouvelles et discuta de mon cas personnel; je lui rappelai alors que là n'était pas le but de notre entretien. Alors prétextant qu'il était médecin et qu'il ne pouvait agir aucunement sur les prix et qu'il fallait en rendre compte au gérant de cette clinique. Je sortis de son bureau et vint rendre compte aux autres du résultat négatif de notre entretien. Au vu de ceci nous décidâmes tous de ne pas bouger. Ce fut la panique parmi les médecins. Finalement le directeur fut obligé de revenir et d'accepter de parler avec nous. Il promit que le lendemain les prix seraient baissés; ce qui fut fait partiellement. Une semaine après j'étais de nouveau convoqué de nouveau et il me dit que je sortirai prochainement de cette clinique. Trois jours après, mon médecin me fit sortir alors qu'il m'avait dit auparavant que je devais rester encore un mois. Sans commentaires!

En revenant à Paris j'appris pour me consoler que l'on avait de fortes chances de mourir d'un cancer à l'amiante. Peu de consolation!

GERARD.

MARCHÉ CONTRE L'ESPAGNE FRANQUISTE

Samedi 27 septembre, 5 militants espagnols anti-fascistes ont été exécutés et de nouveaux procès, aussi expéditifs, risquent de se tenir dans les prochains jours. Le texte qui suit est un appel à une mobilisation internationale contre ces crimes.

Ils sont morts.

Avec le fascisme on ne peut jamais dire : "J'ai le temps"
Avec le fascisme, la fureur même vous rentre dans la gorge.
Tout ce qui a été fait est bien, rien de ce qui a été fait ne suffit plus maintenant.

Il est impossible que dans quelques jours le même scénario recommence.

Les appels à la conscience humanitaire, les vœux pieux sont dérisoires.

La lutte contre le fascisme, c'est l'affaire de chacun d'entre nous, organisés ou non.

Nous avons pensé que la fermeture de la voie ferrovière et de la voie routière les plus importantes entre l'Europe et l'Espagne franquiste - ne serait-ce qu'un jour - serait un premier pas vers le blocus complet de l'Espagne fasciste.

Premier pas, cette marche internationale ne devrait pas être la juxtaposition des différents groupes qui participent habituellement aux manifestations, mais un lieu de lutte où chacun, en dehors de ses drapeaux nationaux ou d'organisation, pourrait selon sa sensibilité propre et ses envies, participer à l'effort commun en vue d'arrêter cette boucherie.

Un comité pour la marche, regroupant personnels, enseignants, étudiants s'est formé sur Jussieu et appelle des personnes du campus à participer massivement au blocus de la frontière le 1er novembre.

Une permanence se tient en tour centrale à 7ème étage pièce 705
TEL: 5637 ou 5633

Pour regrouper les informations

collecter les propositions d'actions immédiates qui pourraient être envisagées par les gens de Jussieu.

Prévoir l'organisation matérielle de la marche (inscription, voyage, garde des gosses et c;;;;;.....)

comite Jussieu pour la marche sur l' Espagne contre le franquisme

REUNION jeudi 16 OCTOBRE A 12H 30

TOUR 33/34 3° ETAGE SALLE 11

PETITE HISTOIRE DE LA DEMISSION D'UN DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

Il fait froid. On nous promet du chauffage pour bientôt, tout de suite, mais en attendant on gèle.

Bien morne rentrée. Tout se passe normalement. Dans les UER, Départements services communs et les services centraux on se débat avec des problèmes, bassement matériels, d'inscription de réception des étudiants; cette année on est là nous les ATOS vu qu'on n'est pas en grève comme l'an dernier, on a repris notre place, les enseignants aussi qui, pour certains, sont bien soulagés. Il y a pourtant un certain plan de redéploiement de l'université qui circule quasi-clandestinement-on essaiera d'en parler dans le prochain numéro-redéploiement pour ne pas dire restructuration, les mots changent, les modes passent mais les projets restent les mêmes et sans être devins on peut être surs qu'on sera quelques uns à en faire les frais.

Enfin cette année on est bien rentrés. Au hasard des couloirs, à la cantine (15% d'augmentation), à la cafétaria (c'est tout de même plus humain la tour centrale depuis qu'on peut y boire un jus assis sur des bancs. Dommage que les jus de fruits soient à 1F70, qui gere tout ça?) on s'est raconté nos vacances et comment ça se passe dans nos services avec nos collègues, nos chefs qui sont toujours là(ou pas là s'ils ont prolongés leurs vacances).

Mais heureusement dans certains endroits ce ne fut pas morose.-Par exemple l'audio-visuel-on suppose d'ailleurs que ce n'est qu'un exemple parmi d'autres-les "modules qui auraient d'autres histoires à raconter peuvent le faire en venant aux réunions du journal ou en téléphonant.

Donc voici ce qu'on a appris:

Le conseil du Département d'audio-visuel s'était prononcé, avant le départ en vacances, en faveur d'une semaine de congé supplémentaire por les ATOS du département, ce qui reportait la rentrée dans ce Département à la date du 8 septembre.

Le directeur M.Deveze, n'étant pas d'accord avec cette décision, envoie une lettre à chacun des administratifs concernés qui annule la décision prise par le Conseil et accorde néanmoins

2 jours de vacances supplémentaires à cause des "bouchons" sur les routes, ce qui les faisait rentrer le 3 septembre. (Petite remarque en passant: entre le 3 et le 8 ça ne faisait pas grande différence, mais c'est justement à des détails comme ça qu'on mesure l'autorité. Ah! Mais§)

Bref, les 2 administratifs qui s'en étaient tenu à la première décision, ne sont pas présents. 48H après M. Deveze entame une procédure d'abandon de poste. Coïncidence bizarre, les services ont justement reçu le 8 septembre une circulaire de Belot portant justement sur le cas des agents qui prolongent leur congé et prévisant les retenues de traitement, sanctions à leur infliger (Il s'agit de la circulaire SG 74 n°524, on le précise car on sait que notre secrétaire général aime bien les petits numéros, voir un "module" précédent)

Les enseignants du Département d'audio-visuel interviennent auprès de Deveze en rappelant la décision prise avant les vacances et lui demandent de s'arranger (ils sont peut-être un peu naïfs) d'une manière ou d'une autre pour annuler la procédure entamée et justifier le retard qu'il a lui-même dénoncé.

Deveze refuse et présente sa démission. Dans cette même séance, le 15 septembre, le Conseil élit un autre directeur.

Nous on pense que l'ex-Directeur manquait d'imagination: s'il tenait à tout pris à affirmer son autorité il aurait pu faire taper aux 2 rebelles cent lignes de " je rentrerai à la date l'année prochaine" et de "le Directeur a toujours raison" ou offrir une superbe machine à écrire ou des gadgets à ceux qui sont rentrés rien que pour rendre jaloux les autres. En attendant on voulait raconter cette histoire car elle n'a été racontée jusqu'ici que de bouche à oreille. On se propose d'ailleurs de tenir dans le "module" une rubrique linge sale et bruits de chiottes pour notre édification et celle du lecteur.

A bientôt.

"Un module"

une histoire à mourir debout.

(ou : pour un fascisme à visage humain.)

Cette matinée du samedi 27 septembre, le bon vieillard Franco recevait à goûter les enfants sages qui avaient bien travaillé à l'école. Pendant ce temps il en faisait fusiller cinq dont les maîtres auraient eu à se plaindre, à ce qu'on dit. Pourquoi Franco n'aimerait-il pas les enfants ? Hitler aimait bien les chiens.

L'histoire est finie, bonne nuit les petits. Elle est finie pour aujourd'hui, mais demain je vous raconterai la même, le vampire de Madrid a encore frappé, ça fait 40 ans qu'il frappe, et personne n'a encore réussi à lui mettre la main au collet. A mon avis, il doit avoir des protections.

La France et l'Espagne ayant une frontière commune, ont aussi des soucis communs, les basques par exemple. Cet été, un homme traqué par la police espagnole avait réussi à gagner une guérite douanière française et réclamait le droit d'asile : après 24 heures Ponia donnait ordre d'abandonner le fugitif aux flics de Franco. Je ne me rappelle plus le nom de cet homme, mais je le reconnaitrai sans doute s'il figure sur la liste des prochains suppliciés. Il y a vraiment des jours où je préférerais avoir une carte d'identité papoue.*

Avec tout ce carnaval d'ambassadeurs rappelés pour consultation, le silence du gouvernement français paraît plutôt fracassant. Et inquiétant. Au risque de m'ingérer dans les affaires intérieures françaises, j'ai tendance à croire que si le gouvernement se montre si compréhensif avec Franco, c'est qu'il ne lui déplaît pas de voir le repoussoir se faire encore plus repoussant, ce qui lui permet de garder la distance en avançant un peu. Les aboiements de Ponia sur la "perversion intellectuelle" qui encourage la violence, les menaces de Chirac contre les minorités agissantes, et les consignes de Lecanuet indiquant aux juges qu'ils doivent "être implacables pour les crimes odieux" (odieux pour qui ? L'assassinat de Mohamed Diab est-il un crime odieux ? Sûrement pas, puisque le flic meurtrier risque au maximum un an de prison. Ça ne coûte pas cher, les crimes passionnels...), tous ces indices laissent à penser que le fascisme n'est pas qu'une denrée exotique.**

Le gouvernement français n'a rien fait pour tenter que soient épargnés les cinq condamnés. Combien ça peut valoir, un basque ? On aurait pu envoyer pour négocier la rançon un flic français qui aurait eu jadis un collègue espagnol comme stagiaire, ça doit pouvoir se trouver, les polices française et espagnole travaillent d'habitude "la mano en la mano", ça permet de personnaliser les tractations. Franco nous aurait peut-être vendu un basque, peut-être le lot. Evidemment, sacrifier le marché espagnol où on peut fourguer les voitures de la relance, ça fait cher, d'autant que des basques on en a déjà. Mais peut-être l'Europe qui crie si fort maintenant que c'est trop tard pour eux aurait pu se cotiser. On est "démocrates", mais on est fauchés.

Françoise Giroud, la Madelon du gouvernement a dit : "C'est épouvantable" (à titre personnel). Les autres doivent être en week-end ou frappés de mutisme par l'épouvante (à titre personnel), parce qu'aucun commentaire n'est parvenu à mes oreilles attentives. Mes oreilles attentives ont beaucoup souffert ces temps-ci. Le vacarme posthume où

s'ébroue la gauche française depuis samedi a des accents nécrophiles qui annoncent le partage des dépouilles. On va enfin savoir pour qui ils sont morts. Il est bien temps aujourd'hui de se faire jouir dans la commémoration et les minutes de silence symboliques, et de trimballer des cercueils en carton. La manifestation de samedi 20 entamait les enchères : les feintes du P.C. pour couper le FRAP et les Maos et entraîner la manifestation sur un autre parcours, les beuglements des sonos des groupuscules qui annonçaient des mots d'ordre dont on distribuait la liste ronéotée (au cas sans doute où certains auraient improvisé), toutes ces manipulations du sérail, la révolution par le décibel, montrent que désormais la rue est aux professionnels. A Madrid les flics. A Paris les flics et les S.O.

Hormis cette courte parade des organisations, il n'y eut ni grand tapage, ni grand saccage, la semaine s'écoula, et comme prévu Franco prononça la mise à mort.

La nuit fut longue, comme cette nuit de 40 ans sur l'Espagne, mais trop courte aussi, je voyais Paris agité comme une bête inquiète, des rumeurs, des slogans circulaient, s'approchaient, s'éteignaient, revenaient par salves portés par le vent, effilochés sur la ville, "assassin, assassin", pendant des heures les cris de notre dégoût, de notre impuissance et de notre chagrin ont accompagné, de si loin, l'agonie des cinq jeunes gens sacrifiés au caprice sanguinaire d'un vieillard fou de haine et d'orgueil.

Aux suivants.

annie

dimanche 28 septembre 1975

- * les autres jours, ça ne me fait ni chaud, ni froid; mais ça me fatigue, quand le gouvernement français glane les plus belles fleurs de la dégueulasserie, de devoir préciser aux étrangers que, quoique française, je ne m'en sens pas. C'est à l'étranger qu'on s'aperçoit qu'on n'est pas de nulle part : les autres vous le disent.
- ** le premier ministre Arias Navarro, en réponse au ballet publicitaire de diplomates, dénonce dans sa grande sagesse "la farce répugnante" d'Etcheverria (Mexique) demandant l'éviction de l'Espagne de l'ONU. Les deux mille fusillés de la Place des Trois-Cultures ne semblent pas lui avoir laissé de souvenir impérissable, à cet autre pitre. L'Allemagne fédérale qui torture scientifiquement ses prisonniers politiques, est en train de se figoler une législation qu'on dirait calquée sur les lois d'exception espagnoles : les locataires chevelus de Darmstadt sont assurés d'être relogés au plus vite... et sans autre forme de procès dans les confortables cellules de Carabanchel. Etc, etc, etc, etc, etc.....

UBU SOUS LA TOUR 27

(suite)

Nous poursuivons la publication du manuscrit inédit d'Alfred Jarry, découvert sous la tour Zamansky et intitulé Ubu sous la tour. Le lecteur qui aurait oublié les précédentes péripéties est prié de se reporter à la collection complète du Module enragé qu'il n'a certainement pas manqué de conserver soigneusement et jalousement. A ceux qui, n'étant pas encore sur le campus avant les vacances, n'ont pu se procurer les premiers numéros du module, nous rappelons qu'on peut encore en trouver (à prix d'or) auprès du journal.

En attendant nous pouvons rappeler aussi que, au début de la scène VI de l'acte III, la Mère Ubu trône au milieu d'un ensemble de palliotins et de palliotines exsangues parmi lesquels on reconnaît Belle-Eau et Oudoube.

Mère Ubu: Ah! Je suis morte de fatigue et de froid, mais je voudrais bien savoir ce qu'est devenu mon gros polimichel, je veux dire mon très respectable président. Ah! Dieu! Où suis-je? Je perds la tête. Ah! non! Seigneur!

Les palliotins se précipitent pour lui offrir une chaise. Elle s'y laisse tomber et s'évente avec son triple rang de colliers.

Mère Ubu: Ouf! (Apercevant Ubu qui entrebaille la porte)
Grâce au ciel j'entrevois
Monsieur le Père Ubu qui s'en vient devers moi
Faisons la gentille. Eh bien, mon gros bonhomme, as-tu bien dormi.

Père Ubu: Fort mal. On est très mal dans ces antichambres. Ah, quel combat entre les voraces et les coriaces. Il est vrai que les voraces comme moi ont complètement dévoré les coriaces. D'ailleurs vous le verrez lorsqu'il fera grand jour

Mère Ubu: Qu'est-ce qu'il bafouille? Il est encore plus absent que lorsqu'il est parti.

Père Ubu: Ah la bonne histoire! Nous quémandions un poste de laquais et le ministre ne nous l'a pas refusé. Tous les espoirs sont permis. Et maintenant, cornegidouille, je veux aller monter la garde dans mon....

Entre le palliotin Hi-han (d'rieux) la barbe défaite.

SCENE VII

Les mêmes et Hi-han (d'rieux) qui entre et sort pendant toute la scène.

Hi-han (d'rieux): Petit Bout d'Os boit dans les oneilles! (Il sort affolé.)

Père Ubu: Que signifie cette plaisanterie? La pompe à merdre ne fonctionne donc point?

Belle-Eau: Elle ne marche point. Les perce oneilles l'ont démolie. C'est comme votre machine à décerveler, une sale boutique. Elle ne fonctionne plus guère que sur les Saints d'ICA,

On entend une sonnerie. Le Père Ubu se précipite.

Père Ubu: Cornefinance. C'est sans doute notre fidèle ministre. Les gens sages, afin de ne point perdre leurs chiens, leur pendent un grelot au cou et il est prescrit aux bicyclistes de s'annoncer, de peur d'accident, de s'annoncer par une clochette qu'on entende au moins à cinquante pas. De même on juge la fidélité d'un ministre quand il carillonne pendant cinquantes minutes et nous donne ses ordres. Il veut dire: je suis là, soyez en repos, je veille sur vos loisirs. (Dans le combiné) Entendu, ce sera fait. Je suis esclave, cornegidouille, et personne ne m'empêchera de faire mon devoir d'esclave. Je vais servir sans miséricorde. (Aux palliotins) Tudez, décervelez!

Hi-han (d'rieux) réapparaît.

Hi-han (d'rieux) (croquant): Y a un pousseur d'balai cochon
Qu'a traité son patron d'sal' con
Dans son langag' de patapon
Criophon l'dit dans son jargon.

Père Ubu. (même ton): J'en ai l'intime conviction. (*Aux palliotins*) Torsion du nez et des dents, extraction de la langue, enfoncement du petit bout de bois dans les perce-oneilles et pousser dehors, chez les argousins, cet assadi non assagi, à grands coups de pied dans le cul. Cornegidouille!

SCENE VIII

La maison des argousins. Entrent les argousins traînant Assadi enchaîné. Certains argousins ont les pieds noirs.

Premier argousin: Monsieur nous avons appris que vous êtes un égyptien de Tunis, mais ça ne fait rien. Vous cumulez les fonctions d'horloge à l'aurore, la nuit, et de vidangeur au tonneau, le jour.

Assadi: Ouille!

Deuxième argousin: Nous avons projeté de tirer de toi une terrifiante vengeance. Nous avons résolu de sévir. Nous ne voyons rien de plus convenable pour châtier un infâme comme toi que le supplice du pal. Il n'y a rien à faire avec Monsieur.. On se contentera de te tordre le nez et les oneilles avec extraction de la langue et ablation des dents. Lacération du postérieur, déchiquètement de la moëlle épinière et arrachement partiel et total par les talons. Tu seras d'abord décapité ensuite, et finalement découpé.

Argousin chef: Après quoi, Monsieur sera, de par notre mansuétude, libre d'aller se faire pendre ailleurs, en Tunisie par exemple. Il ne lui sera pas fait d'autre mal, car, ici, c'est l'habitude de les bien traiter, lui et ses semblables.

Assadi: Ah mais, c'est trop fort. Je regrette, voyez vous, de ne pouvoir vous rendre ce petit service. On m'a volé ma maison, on m'a foutu à la porte et maintenant, vous voulez me mettre à mort? O, bien alors, vous abusez.

Il se précipite par la fenêtre et saute dans la rue, où il est reçu par les balayeurs et les perce-oneilles qui crient : Hourrah! Hourrah!. Une bataille s'engage avec les argousins. Les balayeurs lancent sur ceux-ci des balais innombrables. Les argousins tombent empoisonnés.

SCENE IX

Le Conseil, le soir. Conseillers, palliotins, délégués, Père Ubu.

L'avocat général Brrria: Oui, Messieurs, cet Assadi, ce monstre déjà souillé de tant de crimes, ayant étendu ses noirs desseins, au moyen d'une brosse à cirer, sur les pieds nus de sa victime....

Père Ubu (l'interrompant): Messieurs... (*A Brrria*) Taisez-vous! Vous dites des bêtises et empêchez que l'on écoute le récit de nos exploits. Oui, Messieurs, tâchez d'ouvrir vos oneilles. Silence stupides bougres! Laissez nous méditer. ... Hum! Omnia alia negligenda sunt, il est certainement irrévérencieux,... ut huis assadieamus, d'employer à d'infâmes usage de vidange.... cui nullum tempus vitae satis magnum est.... C'est pourquoi nous avons inventé cet instrument, intimement convaincant, que nous n'hésitons nullement à qualifier du nom de pompe à merdre. Elle va muter ailleurs les petits bout d'os, empaquer les assadis, nettoyer notre conscience et assainir notre intimité convaincue. Par ma chandelle verte! Holà! larbin physique Vugneronde arrive ici!

Pendant tout ce discours, le Conseil est resté endormi. Le larbin physique Vugneronde en habit d'enfant de coeur fait claquer son claquoir. Tout le monde se réveille dans un grand brouhaha et approuve d'autant chaleureusement le discours qu'il n'a rien entendu, donc rien compris. Le concierge de la Faculté de Merdreine, Baume-Ane, à qui personne ne prête attention et ne demande rien, se précipite sur le devant de la scène.

Baume-Ane: De par Aristote et Hypocrate, mes maîtres, il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de peiti bout d'os dans les perce-oneille.

Vugneronde: Qu'il parle bien.

Tous: Bravo! Bravo!

Père Ubu: Toi, l'empoisonneur, notre merdrein, vous tous voleurs, bandits, arracheurs de cervelle qui l'approuvez, je vous nomme sans distinction les vaillants officiers de notre armerdre!

Tous (sauf un ou deux qui restent à l'écart en essayant de ne pas se faire remarquer)
 Hourrah! Cornes au cul! Vive le Père Ubu! Vive l'armerdre! Vive l'esclavage!
 Vive l'amerdre éducatrice!

ACTE IV

SCENE PREMIERE

Entrée de pataphysiciens, de métamathiciens, de patalogiciens, de géo patagraphe, de socilopatagiciens, de porteurs de disciplines, de humeurs de dérelvent, etc.

Groupe de droite: Vive le roi! Vive Ubu! Vive l'armerdre!

Groupe de gauche: Misérable Père Ubu! Tu as tué la Justice, tu as tué la Finance!
 Tu as tué la Confiance!

Groupe du centre: Messieurs, silence! Vous faites bien du tapage! On ne peut plus dormir tranquille ici ni vaquer tranquillement à ses petites affaires. Pourtant, voyez-vous bien nous n'avons point tant sujet à nous plaindre. Nous avons nos polyèdres à étudier, et nous n'avons pas sujet d'être mécontent d'eux. Il font des petits toutes les semaines, c'est pire que les lapins. Et il est bien vrai que les polyèdres réguliers sont les plus fidèles et les plus attachés à leurs maîtres qui leurs donnent des conférences. Sauf peut-être l'isocaèdre qui s'est révolté ce matin et que j'ai été forcé, voyez-vous bien, de lui flanquer une gifle sur chacune de ses faces. Et que comme ça, c'était bien compris. Et mon traité, voyez-vous bien, sur les moeurs despolyèdres qui s'avance: n'ya plus que vingt-cinq volumes à faire. Tout ça se sont mes thèses, et je veux faire acte de bienveillance en montrant à tous les étrangers, mes polyèdres. Car ce sont là gens bien distingués et digne de la considération et de la fréquentation d'un vieux collectionneur qui est en même temps, j'ose le dire un grand savant. Alors silence! Laissez-nous travailler.

Tous entreprennent de se remettre au travail. Au bout de quelques instants on entend de puissants ronflements.

SCENE II

Entrent le Père Ubu et la Mère Ubu.

Père Ubu: Oublie, comme moi, ces petites misères. (Apercevant les autres) Je veux être bon pour les passants, travailler pour les passants, Mère Ubu! Puisque nous sommes dans un pays où la liberté est égale à la fraternité, laquelle n'est comparable qu'à l'égalité de la légalité, je ferai de mon mieux la grosse besogne. Et vous, madame notre femelle, allez vous préparer votre tablier d'esclave et votre balai d'esclave, et votre crochet d'esclave et votre boîte à cirer d'esclave et restez telle que vous êtes, afin que chacun voie à n'en pas douter que vous avez revêtu votre beau costume de cuisinière d'esclave.

Mère Ubu: Sotte bourrique! ... Père Ubu! J'ai toujours partagé ta bonne et ta mauvaise fortune, je n'hésite pas à te suivre dans la prospérité.

Père Ubu: Eh! ma douce enfant! Que les plaisirs mondains ont de charmes pour nous. Que notre zèle ne néglige point ses fonctions d'esclave vérificateur. Mets les verrous, tire les barres de fer, cadenasse les douze serrures et compte si tous les esclaves sagouins et tapeurs de machine sont bien à leur place. Vérifie aussi si le petit pot que tu sais, à la fenêtre au dessus des visiteurs, est prêt à choir au premier signe et bien rempli.

Il sort.

La Mère Ubu, munie d'un calepin, entreprend de noter les présents et les absents. La chaise qui retient ses lunettes tressaute lors qu'elle s'avance en minaudant. Le groupe de droite la suit en poussant des hurrahs. Le groupe de gauche sort par la gauche en poussant des cris hostiles. Le groupe du centre continue de ronfler comme si de rien n'était.

SCENE III

*Un étage de la gidouille. Entre le peuple qui s'adresse aux pataphysiciens, métamati-
ciens, socilopatagiciens, porteurs de discipline, humeur de dérelvent, etc. etc., dont
la plupart sont plongés dans un profond sommeil.*

Premier homme du peuple: Oui, messieurs: dans ce pays libre est venu un bonhomme qui
a dit qu'il voulait servir tout le monde, l'univers, cité jussieu, être domes-
tique de tout le monde et faire de tout le monde des maîtres de conférences.
Ceux qui n'ont pas voulu se laisser faire il les a fourrés dans sa poche et
dans ses coffres à perce-oneilles.

Deuxième homme du peuple: Ce n'est pas tout, maintenant il est logé comme un membre
de l'Institut, aux frais de l'Etat, et il attend de ceux qu'il a fourrés dans
sa poche et dans ses coffres à perce-oneilles qu'ils se soient mis à son exem-
ple, qu'ils se laissent restructurer et qu'ainsi il puissent mériter les hon-
neurs de la Justice et former un convoi modèle et présentable pour ramer aux
bancs des galères du Sultan Soas-On.

Une fille du peuple apercevant les endormis: La paix soit avec vous. (*Un certain
nombre de dormeurs entrouvent un oeil.*) Il ne sied pas aux messagers de dou-
ceur d'apporter le trouble quelque part, même par un léger bruit. Mais, tout
de même, je viens implorer votre habituelle charité pour nous, les nouveaux
dépouillés par le Père Ubu.

*La majorité des dormeurs entreprend de se rendormir, sans paraître avoir entendu un
mot du discours. Quelques uns donnent quelques sous. Une infime minorité se réveil-
le et sort par la gauche.*

Ceux qui sortent: En avant mes amis! Vive la grève et la révolte! A bas ce vieu gre-
din de Père Ubu! A bas cette vieille sorcière de Mère Ubu!

SCENE IV

*Le cinquième étage de la gidouille. En scène le palliotin Criephon. On entend des
vociférations. La Mère Ubu fait son entrée essoufflée et toute échevellée.*

Mère Ubu: Enfin, me voilà à l'abri. Je suis seule ici, ce n'est pas dommage, mais q
quelle course effrénée: traverser tous ces étages en quatre temps trois mou-
vements! Tous les malheurs m'ont assaillie à la fois. Aussitôt levée, je cours
me précipiter à la gidouille. Bientôt je manquai être lapidée par ces bougres-
las et ces enragés de perce-oneilles. J'ai même perdu mon cavalier le pallio-
tin Criephon qui était si amoureux de mes attraits qu'il se pamaît d'aise en
me voyant, et même, m'a-t-on assuré, en ne me voyant pas, ce qui est le com-
ble de la tendresse. Il se serait fait couper en deux pour moi, le pauvre
garçon. La preuve c'est qu'il a été coupé en quatre par ces bougres-là. Ah!
je pense mourir. Ensuite, donc, je prends la fuite, poursuivie par la foule
en fureur. Enfin je trompe sa fureur et après quatre heures de course dans
les marches de mes étages, j'arrive à me réfigier ici. Enfin me voilà sauvée.
(*Apercevant Criephon, qui pendant toute la scène est resté dans l'attitude
gominée de la muette adoration*) Ah mon Dieu! C'est lui, le bel oiseau, le co-
co! Le voilà. Je le reconnais et je le retrouve. Il a bien toujours le même
esprit: 0,25 m de long, 0,30 m avec les pattes de cheveu allongées, 0,05
m de diamètre, 0,25 m d'envergure, 0,08 m d'oneilles, 0,04 m de queue Il
peut voler dans les plumes. Criephon! Je retrouve Criephon. Lui du moins ne
ressemble pas à tous ces monstres! (*Elle le prend dans ses bras et le berce*)

Criephon: Allons Mère Ubu. Préparaons-nous. prenons nos dispositions pour la batail-
le. Nous allons rester sur ce sommet et ne commettrons pas la bêtise de des-
cendre en bas. Je me tiendrai, avec vous, au milieu comme une citadelle vi-
vante. Allons distribuez les cartes! Bataille....

SCENE V

*Le quatrième étage de la gidouille. Les perce-oneilles barrent la porte d'entrée.
Entre Oudoube serrée de près par son Cavalier Gentil et Tendre, du Theil, un des
plus éminents saints d'ICA.*

Le saint du Theil: O douce et belle Oudoube, tu peux venir, nous sommes seuls.
(*apercevant les autres*) On nous observe et nous regarde: poursuivons
ailleurs cet entretien. (*Ils se retirent vers le côté droit*).

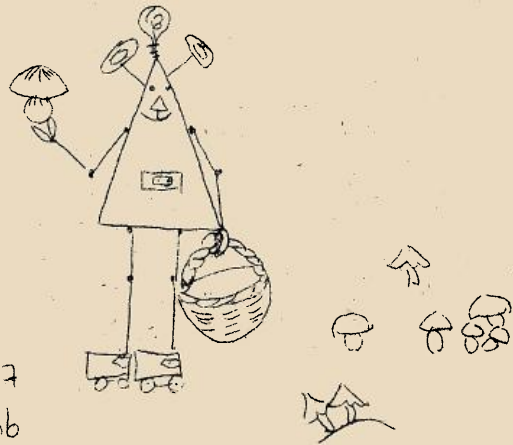
(*A suivre*).

imp. spé. H.A.V.

A BIENTÔT

Permanence. 24-34
2^e étage Porte 7

Poste 5178
(demander Michèle).



ça c'est un module
qui va aux champignons,
thème approuvé à
l'unanimité + une voix